

RÉUNION AUJOURD'HUI DU COLLECTIF AUTONOME DES MÉDECINS RÉSIDENTS

Vers le maintien de la grève illimitée

Le Collectif autonome des médecins résidents algériens (CAMRA) se réunira aujourd'hui. L'ordre du jour : quelle suite donner au mouvement de protestation des médecins résidents. Le maintien du mot d'ordre de la grève semble, cependant, faire l'unanimité.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le ministre de la Santé n'a pas encore réussi à convaincre les médecins résidents. Les promesses ne suffisent visiblement pas à amadouer les grévistes. Malgré une rencontre entre les deux parties, mardi dernier, soldée par l'installation de trois commissions de travail, ces derniers n'ont toujours pas mis fin à leur mouvement de protestation.

Une réunion nationale entre les délégués des étudiants en sciences médicales spécialisées aura lieu aujourd'hui. Cependant, le maintien de la protestation a été la tendance qui s'est dégagée des

assemblées générales tenues mercredi dernier dans les différentes structures hospitalières.

Les résidents semblent avoir voté à l'unanimité pour le maintien de la grève. D'ailleurs, sur leur page Facebook, la grève illimitée fait l'unanimité. Ainsi, nous pouvons lire : «Continuons ce que nous avons commencé», «Suspendre la grève ne nous a guère traversé l'esprit», «Que le ministre sache que la décision de continuer la grève découle d'un vote démocratique et transparent», «Mais où sont ces solutions pour lesquelles ils veulent qu'on arrête la grève ? Ils n'ont même pas

reconnu le problème de service civil, mes confrères soyez très vigilants», «Foutaises.... Des commissions... des commissions. En Algérie, quand on veut étouffer une affaire, on crée des commissions... La grève doit continuer les gars» ou encore «On en a marre des promesses». Les médecins résidents restent déterminés à arracher leurs droits «légitimes» et ne comptent pas céder devant de simples promesses. Les protestataires attendent d'abord de voir les résultats des trois commissions, dont les travaux débiteront demain, avant de décider du gel de la grève.

En grève illimitée depuis près de quinze jours, ils réclament, entre autres, l'abrogation du service civil obligatoire, la révision de leur statut et une revalorisation des salaires.

S. A.



Photo : Samir Sid

Les médecins résidents restent déterminés à arracher leurs droits.

DOCTEUR TOUFIK ILLES (MEMBRE DU COLLECTIF AUTONOME DES MÉDECINS RÉSIDENTS ALGÉRIENS) :

«Nous avons arrêté un SNMG qui doit être satisfait avec l'arrêt de la grève»

Le Soir d'Algérie : Vous avez une réunion nationale, aujourd'hui, pour décider des suites de votre mouvement mais les résidents semblent avoir, d'ores et déjà, opté pour le maintien de la grève ?

D^r Illes : Nous avons exposé à l'ensemble des résidents de différents CHU et EHS du pays un questionnaire pour voter la poursuite de celle-ci ou la suspension temporaire de la grève accompagnée de plusieurs sit-in au ministère ou au CHU durant les 15 jours de négociations correspondant à la durée des 3 commissions. La majorité écrasante a voté pour la poursuite de la grève.

Les résidents attendent des mesures concrètes, or, jusqu'à présent, il n'y a rien eu de concret.

Quels engagements le ministère de la Santé doit-il au préalable prendre pour vous persuader de mettre fin à votre mouvement ?

Le SNMG pour l'arrêt de notre mouvement de protestation, c'est la suppression du service civil obligatoire. C'est le minimum et nous demandons que justice nous soit rendue.

Le ministre a expliqué que la mesure du service civil est une loi et qu'une loi peut ne pas être conforme avec la Constitution d'un pays, mais nous attendons

l'abrogation de cette mesure discriminatoire par un décret.

Nous sommes prêts à jouer notre rôle dans les zones reculées, mais ils doivent admettre que ce système est un échec, dans la mesure où il ne répond pas aux besoins sanitaires de ces régions.

Les autorités n'ont qu'un souci : celui des chiffres, leur politique étant d'avoir un médecin spécialiste dans chaque commune. Nous proposons, vu le manque d'effectif, de créer des regroupements dans les chefs-lieux de wilaya de sorte qu'il y ait entre 7 et 8 médecins pour chaque spécialité pour assurer une meilleure prise en charge. Un seul médecin

ne pourrait jamais assurer la prise en charge des patients.

D'ailleurs, il ne fait qu'évacuer les malades vers les CHU des grandes villes. Nous sommes pour la politique de couvrir tout le territoire national mais, avant, il faut une réforme de la politique de la santé.

Le deuxième volet est lié à nos revendications pédagogiques, soit les modalités d'examens, le système d'évaluation... un statut digne de notre profession et des rémunérations adéquates.

Nous travaillons de 8h 00 à 17h00 pour un salaire de 30 000 DA et assurons des gardes tous les quatre jours rémunérées à seulement 680 DA.

Vous avez une réunion, demain, au ministère de la Santé. A quel résultat vous attendez-vous ?

Nous attendons un engagement officiel pour la satisfaction de nos revendications, qui sont la reconnaissance de l'échec du système du service civil, un engagement écrit et officiel pour l'abrogation dans les plus brefs délais de la mesure du service civil ainsi qu'un engagement concernant l'abrogation des examens intercalaires, qui n'améliorent pas la qualité de la formation, ainsi que la suspension jusqu'à l'année prochaine de la décision de prolongation d'une année de certaines spécialités.

S. A.

PROTESTATION DES TRAVAILLEURS DE HASSI R'MEL

Sonatrach étudie les revendications, assure Yousfi

Le ministre de l'Energie et des Mines, Youcef Yousfi, a assuré, jeudi dernier, que la compagnie nationale Sonatrach «étudie actuellement les revendications» socioprofessionnelles de sa base de Hassi R'Mel.

En marge de la signature de contrats gaziers, M. Yousfi a espéré que «la raison l'emportera et qu'un accord sera trouvé entre la direction et les représentants des travailleurs». A rappeler que des travailleurs de Sonatrach protestent depuis début mars à Hassi R'Mel pour une mise à niveau salariale et l'application de diverses primes.

Signé dernièrement entre la direction de l'entreprise et les représentants des travailleurs, un accord salarial devrait être approuvé mardi prochain en conseil d'administration.

C. B.

POUR ÉVITER UN «SAUT DANS L'INCONNU»

Hanoune appelle au retrait de la loi d'orientation de l'université

L'Algérie est «enceinte d'une crise» et celle de l'université est majeure. Le constat est de Louisa Hanoune qui a appelé hier au retrait pur et simple de la loi d'orientation de l'université pour, dit-elle, éviter «un saut dans l'inconnu».

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - En présidant les travaux de la section estudiantine de l'Organisation de jeunesse (OJR), la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT) ne pouvait pas éviter le sujet brûlant des mouvements de protestations qui secouent l'université.

Un mouvement qu'elle estime sans précédent et qui a mobilisé les étudiants autour d'un thème qui a de tout temps été le cheval de bataille du PT, à savoir le système LMD imposé aux étudiants. Un système qui, rappelle la numéro un du PT, avait, dès sa mise en place, suscité l'inquiétude de la famille universitaire. D'ailleurs, la naissance de l'organisation des jeunes du parti avait coïncidé avec la mise en place de ce système. La réunion d'hier permettra aux participants d'évaluer les travaux de la récente conférence nationale qui avait débattu des propositions pour faire en sorte d'arriver à une

cohabitation entre les deux systèmes au sein de l'université.

Une rencontre qui, selon Hanoune, n'a pas permis de désamorcer la crise puisque la rentrée prochaine risque d'être placée sous le signe des tensions en rai-

son des questions toujours en suspens. Elle s'est interrogée, hier, sur l'opportunité de raccourcir le cycle d'études alors que c'est le chômage qui guette les universitaires diplômés, rappelant que le système LMD avait déjà été expérimenté en Algérie au lendemain de l'indépendance avant d'être finalement abandonné car ne correspondant pas aux attentes. Mais rien n'est irréversible, estime la

numéro un du PT pour qui un retour à l'ancien système est toujours possible puisque rien n'oblige aujourd'hui l'Algérie à maintenir un système imposé de l'extérieur.

Le retrait de la loi d'orientation qui avait introduit en 2004 le LMD est, selon Hanoune, la solution unique pour répondre aux attentes des étudiants et sauver l'université.

N. I.

PERSONNELS DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Le Snapap appelle à une grève mercredi prochain

Le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap) a décidé d'observer une journée de grève le 6 avril prochain à travers tout le territoire national.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Dans un communiqué rendu public, l'organisation syndicale menace de durcir son mouvement de protestation si «la plateforme de revendications n'est pas satisfaite».

Le Snapap revendique, entre autres, la promulgation des statuts particuliers restants et la révision de ceux déjà élaborés. Il exige également l'élaboration des régimes indemnitaires des secteurs restants et que «tous les corps communs bénéficient du

même taux de 40 % pour les primes et les indemnités».

Ce syndicat appelle aussi à la réintégration des fonctionnaires contractuels dans leurs postes. Il plaide pour l'installation du «Haut conseil de la Fonction publique» et défend le droit à l'exercice syndical, ainsi que l'ouverture du dialogue en «intégrant le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique comme partenaire social». La plateforme de revendications du Snapap comporte également «la révision du décret concernant les œuvres sociales, l'augmentation des allocations familiales et le maintien de la loi sur la retraite en vigueur», lit-on dans le communiqué.

R. N.